

**Baccalauréat ES – Session de juin 2006 – Epreuve orale du second groupe**

**- Sciences économiques et sociales -**

**TRONC COMMUN**

Temps de préparation : 30 minutes – durée de l'interrogation : 20 minutes

**« La calculatrice n'est pas autorisée »**

THEME : Internationalisation des échanges et mondialisation

**Questions préalables :**

- 1) Qu'est-ce qu'un investissement direct à l'étranger ? (document 1)
- 2) Expliquez le sens des données soulignées.
- 3) Selon le document 2, quels sont les avantages, pour un pays, d'être le siège des principaux centres de décision d'une grande entreprise ?

**Sujet à traiter à l'aide de vos connaissances et des documents : Après avoir rappelé ce qui motive les entreprises à réaliser des investissements directs à l'étranger, vous en présenterez les conséquences possibles pour les pays d'accueil.**

**Document n° 1**

Investissement direct étranger : flux entrants et sortants						
(en pourcentage du total mondial)	1985		1995		2004	
	flux entrants	flux sortants	flux entrants	flux sortants	flux entrants	flux sortants
UE 25	27	42	38	44	33	38
Etats-Unis	36	22	<u>17</u>	26	<u>15</u>	31
Economies en développement	26	7	34	15	36	11
Autre	11	29	11	15	16	20

Source : CNUCED

**Note :** Les flux entrants et sortants de l'IDE correspondent aux capitaux fournis par l'investisseur direct à l'entreprise d'investissement direct.

**Exemple de lecture :** En 1985, 36% des IDE étaient réalisés aux Etats-Unis et 22% des IDE étaient réalisés par des entreprises américaines

**Document n°2**

Le caractère français des fleurons du capitalisme hexagonal n'est tout d'abord en rien la garantie d'un comportement meilleur par rapport à une entreprise américaine, anglaise ou allemande, dans le domaine social, environnemental ou dans leurs relations avec les pays du Sud. On peut même sans difficulté mettre en évidence de nombreux cas contraires.

(...) On ne peut même pas prétendre qu'une entreprise française serait plus avantageuse pour le consommateur hexagonal. C'est en règle générale l'inverse : les grandes entreprises pratiquent presque toujours des prix supérieurs sur leur marché d'origine et se servent des rentes que leur donne leur position de force sur ces marchés pour financer leur internationalisation. (...)

Il n'en reste pas moins que lorsque les principaux centres de décision d'une entreprise se trouvent en France, cela donne plus de poids aux citoyens comme aux salariés pour faire pression sur elle quand il en est besoin. (...) Surtout, la présence de ces centres de décision entraîne celle d'un nombre important d'emplois, souvent qualifiés, en matière notamment de recherche, de marketing, de droit, etc. (...) Bref, le patriotisme économique n'est pas simplement affaire de cocoricos d'un autre âge. Et c'est pourquoi tous les gouvernements du monde le pratiquent à des degrés divers.

Source : *Alternatives économiques*, n°240, octobre 2005